



**THIERRY AFSCHRIFT**  
PROFESSEUR  
ORDINAIRE À L'ULB

GROGNE

# Gilets jaunes et contestation fiscale

EN FRANCE et, dans une moindre mesure en Belgique, une nouvelle vague de contestation fiscale se manifeste. Dans deux des pays les plus taxés au monde, le mécontentement concerne essentiellement la taxe sur les carburants, et plus spécifiquement encore sur le diesel. Parallèlement, s'ajoutent des revendications, fort compréhensibles, relatives à la politique anti-automobile menée dans ces pays, à la répression routière et, parfois, à la fiscalité en général.

LES MANIFESTANTS SONT NOMBREUX et la contestation radicale dans son mode d'expression. Comme beaucoup de mouvements nés sur Internet, ils se propagent rapidement mais manquent d'unité, à la fois dans leur structure et quant à leurs exigences.

LE CHOIX DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS n'est peut-être pas le plus approprié si l'on conteste l'impôt. Il est certes évident que les automobilistes paient davantage que leur dû si l'on tient compte de toutes les taxes qui s'abattent sur eux: non seulement la taxe sur les carburants mais celle sur les assurances, sur l'immatriculation, sur la mise en circulation, sur les réparations, soit largement plus de 10% du budget de l'Etat. Mais en retour, ils reçoivent une compensation sous la forme de l'usage des routes. Celui-ci, certes, est loin d'atteindre une valeur correspondante à la somme pharamineuse des impôts concernant le transport par route, notamment en Belgique où l'état des routes laisse à désirer. Mais c'est là le propre de tous les impôts: ils ne sont pas fixés en fonction de la compensation reçue et, au moins dans ce cas précis, il en existe une.

IL Y A DES IMPÔTS encore plus élevés et plus injustes (à commencer par

l'impôt sur le revenu, qui pénalise le travail) qui pourraient être plus utilement contestés que ceux frappant la voiture puisque pour ceux-ci, les Etats disposent toujours du prétexte écologique, utilisé pour justifier de nombreuses réglementations et les quantités de prélèvements.

IL EST VRAI que le pouvoir a en quelque sorte cherché la difficulté en changeant diamétralement de politique par rapport au diesel. Favorisé de manière incompréhensible au détriment de l'essence pendant des années, aussi en raison de prétextes liés à l'écologie (notamment au niveau de la consommation), le diesel se retrouve, en peu de temps et malgré les progrès techniques réalisés par les construc-

teurs, voué aux gémonies et menacé d'interdiction, en tout cas à terme. Ceci montre une fois de plus l'incohérence des pouvoirs publics qui réagissent à des modes et ne sont plus capables de gérer sur le long terme.

doxe est qu'en l'occurrence, les gilets jaunes, défenseurs des droits des automobilistes, entravent le plus souvent la circulation d'autres automobilistes. On aurait mieux compris qu'en tant qu'adversaires affirmés de l'Etat, ils s'en prennent aux symboles de la puissance publique en empêchant, par exemple, des administrations de fonctionner. Mais apparemment, c'est moins efficace, peut-être parce que les citoyens n'attendent plus grand-chose de ces administrations...

PLUS GRAVE est sans doute la tentative de récupération de ces mouvements spontanés par les extrêmes, et notamment par l'extrême droite, refuge des mécontents mais qui est très loin d'adhérer, en général, à la contestation

||| *On aurait mieux compris qu'en tant qu'adversaires affirmés de l'Etat, les gilets jaunes s'en prennent aux symboles de la puissance publique.*

SI LA CONTESTATION FISCALE est assurément justifiée par le niveau extrême de taxation, en France comme en Belgique, on peut regretter son mode d'expression. Les «gilets jaunes» ne trouvent en effet rien de mieux, pour exprimer un mécontentement sans doute légitime, que de bloquer la circulation, un peu comme d'autres manifestants généralement affublés de gilets rouges ou verts. On dirait qu'aujourd'hui, pour avoir une chance d'être entendu, il faut bloquer les transports. Le para-

fiscal. L'extrême droite, comme l'extrême gauche, est en effet tout l'opposé des «anti-Etat» puisqu'elle est par définition partisane d'un Etat fort qui trouve notamment sa force dans les prélèvements fiscaux.

ON PEUT DÈS LORS CRAINDRE qu'un mouvement dont les revendications premières paraissent sympathiques finisse par perdre sa crédibilité. Il peut la perdre parce que les images circulant sur les réseaux sociaux montrent ses militants faisant preuve de violence à l'égard de simples citoyens qui ne demandent qu'à circuler librement. Ou s'il finit par paraître défendre les intérêts de groupes encore plus dangereux pour les libertés que le pouvoir de l'Etat auquel il s'oppose. ©